

## Note interne de visite d'inspection

<b>PACA</b>	<b>GS: 13</b>	<b>Subdivision de : Martigues</b>	<b>Date: visite du 27/06/07</b>
<b>Inspecteurs</b>	: Olivier MEVEL		
<b>Exploitant</b>	: CAOEB - ISDMA de Valentoulin		<b>Code GIDIC</b> : 064.2009
<b>Site inspecté</b>	: Port de Bouc		<b>A ou D</b> : A
<b>Activité</b>	: Centre de stockage de déchets		<b>Priorité</b> : P1
<b>Objet de la visite</b>	: Visite approfondie – Risques incendie		

### Présentation du site inspecté

#### Description succincte des installations inspectées

Par arrêté préfectoral du 3 mai 1993, le SIVOM de Martigues, port de Bouc, St Mitre les remparts a été autorisé à exploiter une décharge contrôlée de résidus urbains et inertes au lieu-dit Valentoulin sur la commune de Port de Bouc. Cette décharge était autorisée depuis 1980 sur le site d'une ancienne carrière. Des prescriptions complémentaires ont été imposées pour l'exploitation du CET du Valentoulin par APC des 03/11/93, 16/11/93, 28/01/93 et 16/06/99. Le SIVOM ayant été dissolu en date du 20/12/2000, la Communauté d'Agglomération de l'Ouest de l'Etang de Berre (CAOEB) a été substituée de plein droit au SIVOM et exploite le CET du Valentoulin. Ce changement d'exploitant n'a jamais été acté de manière administrative.

Rubriques autorisées : - 167b : 1500T/an  
 - 286 : 300T/an, 12ha  
 - 322b2 : 65600 T/an

Superficie : environ 12 Ha

#### Contexte environnemental et socio-économique

Une récupération des lixiviats par un réseau de drains est réalisé, ces lixiviats sont traités en STEP. Des mesures de prévention d'incendie sont en place. Le site est entièrement clôturé, des filets limitant les envols sont en place, un contrôle à l'entrée des déchets est réalisé. Des analyses régulières et un suivi piézométrique sont effectués.

Deux casiers sont actuellement en exploitation (casier Sud et casier 40) avec une gestion hiver/été pour tenir compte du risques incendie (exploitation l'hiver du casier Sud/Sud-Est implanté en bordure d'un espace boisé ou le risque incendie est beaucoup plus faible, exploitation l'été du casier 40).

Compte tenu de la présence de lignes EDF HT, une exploitation en « dômes » est conduite. Ainsi deux dômes, de part et d'autre des lignes Edf sont présents et exploités, ce qui ne permet pas actuellement la récupération du biogaz (rapport SAFEGE de 2004-risque incendie trop important). La récupération de biogaz sera étudiée et mise en place dans le cadre du réaménagement.

La fin de l'exploitation était initialement prévue fin 2006 et la CAOEB a déposé un dossier de demande d'autorisation d'exploiter un centre de traitement et de stockage de déchets ménagers et assimilés sur la commune de Martigues au lieu-dit « Vallon du Fou », pour remplacer le CET du Valentoulin. Cette installation a été autorisée par AP du 18/04/06 qui a été attaqué au TA, ce qui pose le problème du traitement et du stockage des déchets de la CAOEB. Le conseil d'Etat a tranché en faveur de la CAOEB sur le caractère urgent des travaux. Reste le jugement sur le fond et sur la notion de « déchets » ultimes ». Un premier appel d'offres pour les travaux du Vallon du Fou a été lancé et les travaux de construction du casier devraient démarrer en janvier 2008 soit un début d'exploitation en fin 2008.

Dans l'attente de la mise en service du centre de stockage du Vallon du Fou, la CAOEB envisage de pouvoir prolonger l'exploitation du centre du Valentoulin en tenant compte des contraintes de la ligne HT EDF (distance minimale de 8 m entre les lignes et la hauteur maxi de stockage). Un levé topographique a été réalisé pour définir les hauteurs maxi possibles pour le stockage et donc définir la « capacité restante du site ».

Par ailleurs une étude de réaménagement du site du Valentoulin est en cours par ANTEA. Cette étude devra définir les éléments pour :

- le réaménagement et le raccordement au Tn
- la récupération du biogaz
- vérifier la stabilité des dômes
- gestion des eaux de ruissellement et récupération des lixiviats

suivi piézométrique et surveillance.

De plus, concernant les garanties financières un nouvel acte de cautionnement a été établi et transmis en Préfecture et copie IIC dont le montant correspond au montant actualisé de la caution qui avait été calculée en juin 1999 ( 1 125 073 euros) à la suite d'une étude ANTEA et selon un mode de calcul détaillé conformément à la circulaire du 30/04/98, qui semble-t-il a fait l'objet d'une validation de la part de l'IIC mais qui n'a jamais été acté par APC.

Enfin un bilan de fonctionnement a été demandé par l'inspection des installations classées par courrier en date du 27/02/2007, le site étant prioritaire au regard de la directive IPPC. Le bilan de fonctionnement a été transmis à l'ic et à la Préfecture fin juin 2007 mais en première analyse ce document n'est pas conforme et des compléments sont nécessaires.

**Evolutions prévisibles** (*augmentation/réduction d'activité - investissements prévus/envisagés - augmentation/réduction des effectifs,....*)

Compte tenu de l'ensemble des éléments précités il est prévu un rapport au Préfet qui proposera un APC :

- . Actant le changement d'exploitant
- . Actant le montant des garanties financières
- . Demandant une étude pour la réhabilitation et le futur réaménagement du site sur la base de laquelle il sera calculé la capacité restante du site et donc la date de fermeture en tenant compte des contraintes de la ligne EDF et de raccordement au Tn. Cette étude devra également faire le point sur la transition fermeture Valentoulin/Ouverture Vallon du Fou- délai 3 mois
- . Demandant les compléments nécessaire pour le bilan de fonctionnement - délai 1 mois

## Résultats de la visite d'inspection

**Description sommaire du déroulement de la visite** (*sujets évoqués - documents consultés - lieux visités - ...*)

La visite du 27/06/07 avait pour objet principal la vérification du respect des prescriptions pour la prévention du risque incendie comme suite à la demande du Préfet par lettre circulaire du 26 mars 2007.

L'ensemble des prescriptions « Risques incendie » de l'AP du 16/06/99 ont été vérifiées et les résultats sont indiqués dans la grille d'inspection jointe.

Par ailleurs les autres sujets précités (réaménagement , bilan de fonctionnement, transition Vallon du Fou/Valentoulin) ont été abordés

**Conclusions de l'Inspection** (*appréciation - suites données administratives (DRIRE, PREFET) et pénales* )

L'inspection ciblée n'a pas révélé d'écart à la réglementation mais a conduit l'inspecteur à rédiger une fiche de remarques portées à la connaissance de l'exploitant dans le cadre de la démarche contradictoire.

**Personnes rencontrées** (*noms, fonctions,...* )

M. BLANES Directeur technique CAOEB  
M. CASERTA Responsable déchets CAOEB  
Mme FONTERA adjointe responsable déchets CAOEB

## Suivi des écarts des précédentes visites d'inspection

N° fiche	